

Extrait du rapport d'activités
1978-79 adressé au Ministère de
l'Environnement et du Cadre de
Vie (M. R. U.)
dans le cadre de
la Convention
n° 79 31040



SEANCE DU 5.5.1979 - EXPOSE DE M. Emile LE BRIS

au séminaire annuel de l'EHESS

CROISSANCE URBAINE ET PROBLEMATIQUE DE CLASSE :

ESSAI D'ANALYSE A PARTIR DU CAS D'ACCRA (GHANA)

INTRODUCTION

Si l'on ajoute à la population de la capitale celle du port de Téma, Accra doit approcher 1,5 million d'habitants ; cela n'a rien d'exceptionnel si l'on considère que, sur moins de 1 000 km, la côte du Golfe de Guinée compte plusieurs villes millionnaires (Abidjan et Lagos, villes capitales, mais aussi Ibadan) et des villes comme Kumasi au Ghana, et Ogbomosho au Nigéria dépassent largement les 500 000 habitants.

Le cas ghanéen est pourtant remarquable à bien des égards :

- sur le plan numérique, le taux d'urbanisation de l'ordre de 30% est supérieur aux taux de pays francophones pourtant réputés très urbanisés (Côte d'Ivoire 25%, Cameroun 22%). Le Ghana échappe pourtant dans une certaine mesure à la plaie de la macrocéphalie urbaine puisqu'Accra ne regroupe que 9% de la population du Ghana alors qu'Abidjan concentre 18% de la population de la Côte d'Ivoire. Ajoutons enfin que, bien qu'élevé (7,5% par an), le taux de croissance d'Accra est nettement plus faible que ceux d'Abidjan (11,5%), Lagos (9,5%) et Yaoundé (9%) (1).

O.R.S.T.O.M.

Fonds Documentaire

N° 2053

Classe B

Date 30 NOV. 1982

- sur le plan historique, il ne faut pas oublier qu'Accra est devenu siège de gouvernement en 1877 à une époque où Abidjan n'était qu'une bourgade et que la ville a eu une Université, parmi les plus importantes d'Afrique, plus de dix ans avant les capitales francophones. Non seulement l'urbanisation est ancienne mais la ville d'Accra est depuis de longues décennies le théâtre d'une vie politique très animée avant de devenir en 1957 capitale d'Etat et haut lieu du panafricanisme et du Tiers-Monde révolutionnaire. Enfin, le Ghana en général et Accra en particulier attirent depuis près d'un siècle d'importants contingents de travailleurs étrangers venus de presque tous les pays d'Afrique de l'ouest ; la contribution de ces étrangers à la croissance urbaine est donc ancienne et importante et cette importance même est génératrice de tensions pouvant aller périodiquement (comme en 1969) jusqu'à l'expulsion générale.

AVERTISSEMENT

Cet exposé n'est pas le fruit d'un travail de terrain personnel ; si à l'occasion d'enquêtes sur certaines colonies togolaises d'Accra nous avons pu acquérir une bonne connaissance directe de la ville, notre objectif n'a jamais été, jusqu'à aujourd'hui, de mener une recherche sur la capitale ghanéenne dans son ensemble.

On peut disposer à l'Université de Legon ou auprès des services officiels de sources et d'analyses nombreuses (les recensements démographiques en particulier sont parmi les meilleurs d'Afrique Noire) mais en ce qui concerne la ville d'Accra l'information homogène est souvent ancienne (vingt ans ou plus) et nous serons amenés à proposer des comparaisons entre les résultats d'enquêtes qui ne sont pas toujours nécessairement comparables d'un strict point de vue scientifique.

La réflexion sur une grande ville africaine en termes de classes n'est pas un exercice très pratiqué et nous manquons donc de cadres de référence théorique. Les choses sont encore compliquées par le fait qu'à Accra l'urbanisation est ancienne et que les schémas classiques d'analyse de classe utilisés pour l'Afrique Noire sont ici relativement inadéquats. Nous nous contenterons, à ce stade de l'exposé, de fournir des informations sur la stratification sociale et de comprendre autour de quels lieux et de quels problèmes se nouent les rapports de classe.

PREMIERE PARTIE : DU VILLAGE DE PECHEURS AU CLUB DES VILLES MILLIONNAIRES

A - La croissance urbaine

Comme dans toutes les capitales africaines, elle est sans doute liée à la décomposition du pouvoir colonial mais, en 1954, c'est-à-dire trois ans avant l'Indépendance, le Grand Accra comptait tout de même près de 200 000 habitants (ancien périmètre + extensions). D'autres facteurs interviennent donc dans l'explication de la croissance.

a) Avant 1890

Rappelons pour mémoire qu'au XVI^e siècle, les GA ayant bousculé les populations autochtones (les KPESI) ont installé un village de pêcheurs sur le site actuel de James Town. Dès le milieu du XVII^e siècle (1650) les Hollandais installent leur Fort (Fort Crèvecoeur devenu Ussher Fort). En 1657 les Suédois s'installent à Christiansborg Castle et en 1673 les Anglais construisent James Fort. Dans le dernier quart du XVII^e siècle le trafic de l'or et des esclaves est sans doute plus actif à Accra que partout ailleurs. Le village de LABADI vit dans l'orbite des forts qu'il contribue à nourrir et dont il reçoit la protection contre les incursions des Akwamus, venus du nord.

Alors qu'à l'origine les commerçants vivaient dans les forts dont la cour abritait les transactions, au XIXe siècle, les forts deviennent les centres de l'Administration (en 1877, Accra supplante même Cape Coast comme siège de l'Administration anglaise), des garnisons importantes s'y installent et les commerçants européens doivent s'établir à l'extérieur.

Les pratiques commerciales évoluent profondément ; après 1850 c'en est fini du trafic d'esclaves et le commerce sur la poudre d'or est en déconfiture. L'huile et les noix de palme deviennent les exportations principales et, les prix déclinant, les firmes européennes se trouvent en difficulté.

b) Entre 1890 et 1920

En 1891 Ussher Town, James Town, Victoriaborg et Christiansborg regroupent 20 000 habitants et Labadi en compte 7 000. Comme signe du déclin du commerce on relèvera que ces mêmes quartiers ne regroupent que 24 000 habitants en 1901.

Les cartes sont pourtant en train de se redistribuer : profitant de la "pacification" de l'Ashanti et des territoires du nord, les commerçants européens étendent leur rayon d'action et revoient leur pratique commerciale au détriment du petit commerce africain.

Dans le même temps (après 1890), Accra acquiert le monopole de l'exportation du cacao introduit dans les collines de l'Akwapim à environ 35 kilomètres au nord de la ville. En 1911 avec ses 18 500 habitants la ville a pourtant peu changé de physionomie avec ses trois petits noyaux densément peuplés (James et Ussher Town, Christiansborg et son quartier administratif et résidentiel de Victoriaborg).

c) Entre 1920 et 1940

On arrive à 38 000 habitants en 1921 et à 61 500 en 1931. Il s'est donc manifestement passé quelque chose :

. C'est d'abord après 1920 le boom du cacao et le grand développement des exportations de produits miniers (manganèse, diamant, or).

. C'est aussi l'achèvement de la "pacification" qui permet en 1921 d'ouvrir la première liaison auto Accra-Ouagadougou.

. A cette relance de l'activité correspond un renversement de la balance migratoire : les sorties vers le Cameroun et le Congo cessent et les entrées de migrants venus de la zone sahélo-soudanienne se multiplient (après 1930 arrivée des populations des Northern Territories).

. Accra profite pleinement de ces différentes circonstances et résiste assez bien à la concurrence du port de Takoradi (construit en 1928) en partie grâce à l'action d'un administrateur remarquable : Gordon Guggisberg qui préside aux destinées de la ville entre 1919 et 1927. En construisant le pont sur le Korle Lagon il permet le développement des quartiers ouest (Korle Gonno, Korle Bu, Mamprobi et Sabon Zongo). La ville se développe également vers le Nord (Tudu, Adabraka) et vers l'est-nord-est (Christiansborg, Victoriaborg). Les infrastructures sont également améliorées :

- voies de dégagement depuis le centre historique (Un service de bus est mis en place dès 1927 !...)

- construction de l'hôpital de Korle Bu et de l'Ecole Secondaire d'Achimota.

d) Entre 1940 et 1957

En 1948 Accra atteint 136 000 habitants. La population est du même ordre en 1954 mais il faut y ajouter les 56 000 habitants des extensions.

L'événement majeur est sans doute le tremblement de terre de 1939 qui provoque des dégâts considérables et rend nécessaire la construction de cités d'urgence à Korle Gonno, Christiansborg, Sud Labadi, Kaneshi, Sabon Zongo et Abosey Okai.

La guerre est également un événement important pour Accra dans la mesure où les gouvernements vichyssois des pays francophones voisins ferment leurs frontières. 1945-46 marque une reprise massive de l'immigration, la ville s'étendant vers l'est (Labadi, construction en continu entre Victoriaborg et Labadi) et vers le nord (Airport Residential Area). Le périmètre urbain est étendu en 1951 (Nima y est intégré en 1953). Cette croissance spatiale s'explique en partie par le fait qu'après 1950, Accra voit se développer des activités industrielles dignes de ce nom ; la construction du port de Téma débute en 1952.

e) Depuis 1957

Le Great Accra District regroupe 400 000 habitants en 1960 (ce qui représente 28% de la population urbaine totale du Ghana soit à peu près le même pourcentage qu'en 1948). Il compte 65 000 habitants en 1970 et, avec Téma (100 000 habitants), on arrive à 32% de la population urbaine. Rappelons que, sur la base d'un taux de croissance de 7,5% par an, l'agglomération Accra-Téma devrait atteindre 1 500 000 habitants en 1980.

B - Genèse des paysages urbains et vie urbaine

On peut illustrer l'extension de la ville par la progression de la superficie du périmètre urbain officiel (en chiffres approximatifs) :

1903	de l'ordre de	125 ha
1943	-	- 3 700 ha
1954	-	- 21 000 ha

a) Le centre historique

Les quartiers d'Ussher Town et de James Town sont encore aujourd'hui les quartiers les plus densément peuplés (sans doute avec Nima) ; les densités y dépassent le plus souvent 1 000 personnes/ha et peuvent localement dépasser 2 000 personnes/ha. Ce sont des quartiers de résidence dont la composition ethnique a longtemps été homogène (Ga autochtones uniquement). Que ce soit à James Town ou à Ussher Town, la qualité de la construction est médiocre (localement les matériaux précaires l'emportent sur le "dur") et l'hygiène est très relative (tas d'ordures au beau milieu de la rue).

Ces vieux quartiers sont également marqués par l'activité commerciale : entrepôts des maisons de commerce vers la voie de chemin de fer et le Korle lagoon à l'ouest (quartier London) ; maisons élégantes de style victorien sur High Street qui relie James Town et Ussher Town à Victoriaborg.

Les immigrants ne sont pas absents de ces quartiers centraux mais ils se sont regroupés à des points bien précis :

- . Pagan road autour des marchés Makola et Salaga et à proximité de la mosquée.
- . Zongo lane dans l'ancien Zongo à proximité du marché au sel.
- . Konkombe autour de la gare de chemin de fer et du marché au bois.
- . Tudu à proximité de la gare routière (Lorry park).
- . Paladium, le quartier des distractions (cinéma, filles, "tutu").
- . London (entrepôts).

L'installation de ces premiers étrangers (musulmans pour la plupart) est dans bien des cas très précaire ; ainsi les Kaaya Kaaya, colporteurs zerma, n'ont pas d'habitation fixe : ils couchent devant les grands magasins de Liberty avenue,

sur la plage devant Ussher Fort (on les appelle canoe boys bien qu'ils n'aient rien à voir avec la pêche) ou encore dans certaines rues périodiquement "nettoyées" par la police (High Street, Derby Avenue, Station Road, Market Street, etc...).

Le quartier de Victoriaborg est résidentiel au nord (east et west ridge) et administratif au sud ; les grands travaux menés sous N'krumah ont transformé cette partie (State House, Black Star Square) d'une manière pas toujours très heureuse d'un strict point de vue architectural mais qui donne malgré tout une idée du rôle mondial joué une décennie durant par la capitale ghanéenne. Vers le nord, au delà du vieil hôtel colonial de luxe (Ambassador Hôtel) où la grande bourgeoisie ghanéenne continue de prendre le breakfast et le thé dansant se développent de part et d'autre d'Indépendance Avenue des ensembles résidentiels très aérés et verdoyants (toutes les concessions sont entourées d'une haie végétale).

Le quartier de Christiansborg est assez composite. Entre le stade et le Klotey Lagoon, de part et d'autre de la route qui mène vers l'est à Labadi, on trouve un quartier de résidence populaire très densément peuplé et sans véritable voirie. Le reste du quartier également résidentiel est beaucoup mieux dessiné et la densité y est sensiblement moins élevée mais, alors qu'à l'est du State House dominant des concessions évoquant (en plus petit) celles de Victoriaborg, on rencontre en allant vers Labadi-Labone un quadrillage de plus en plus serré, voire même tout à fait à l'est les deux cités d'urgence construites après le tremblement de terre de 1939.

b) Le quartier Adabraka est un cas particulier. Situé à 2 kilomètres environ du centre historique, c'est à l'origine un quartier de résidence aisée destiné à une population essentiellement non africaine et à quelques officiers ghanéens

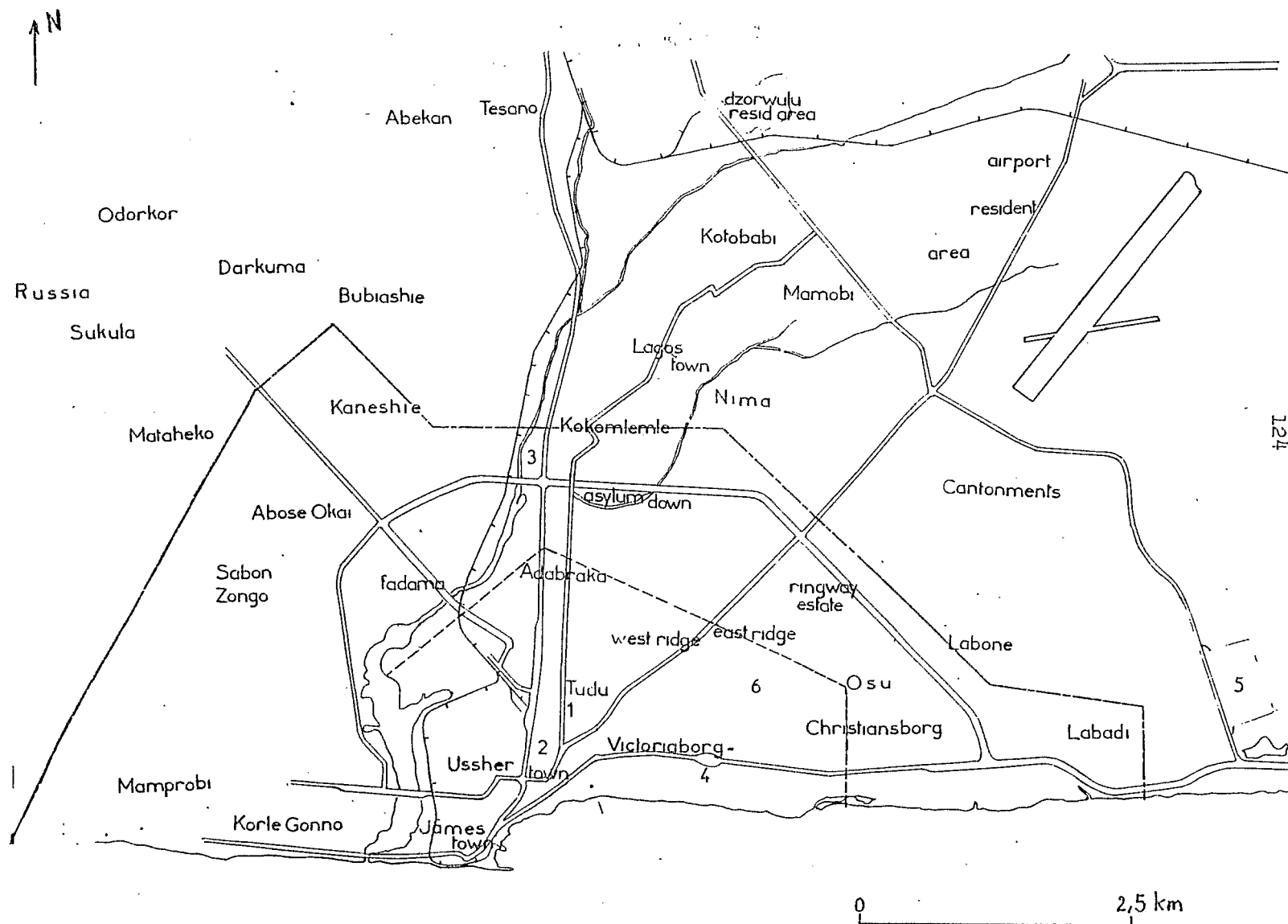
(les Ghanéens aisés habitaient surtout de l'autre côté du ringway dans le quartier Kokomlemle). On opposait encore il y a une vingtaine d'années Adabraka-nord (vers Asylum down), quartier résidentiel d'allure très champêtre à Adabraka-sud plus peuplé. Aujourd'hui, Liberty Avenue qui traverse le quartier du sud au nord tend à devenir la grande artère commerciale, le quartier dans son ensemble ayant un caractère très composite (résidences mais aussi petits ateliers d'artisans souvent étrangers - résidence aisée dans de grandes maisons à étages assez cossues mais aussi petites constructions en dur certes, mais de médiocre qualité). Il est vraisemblable qu'au cours des trente dernières années la densité moyenne de ce quartier a beaucoup augmenté.

c) Les extensions comprises dans le périmètre urbain de 1943

Ces extensions se font surtout vers l'ouest. Korle Gonno et Mamprobi sont des quartiers taillés au cordeau dans l'ancienne cocoteraie. Bien que plus densément peuplés vers le Korley Lagoon, les lotissements sont assez aérés.

Rien de semblable à Sabon Zongo et dans le petit bidonville de Fadama où se replient en grand nombre les immigrants (surtout musulmans) chassés du centre après le tremblement de terre. A Sabon Zongo, si la voirie est tracée, les constructions sont en matériaux précaires et, si en 1969 (mission photo) les densités semblent faibles, il n'en est pas de même aujourd'hui.

Bien que les constructions y soient de meilleure qualité, la remarque vaut aussi pour Abose Okai et pour Kaneshie, quartiers développés après la guerre de part et d'autre de la route de Takoradi. Ces quartiers sont aujourd'hui très populeux et le nouveau marché de Kaneshie, construit il y a moins de cinq ans, égale en importance ceux du centre-ville.



Les extensions vers l'est sont de moindre importance. Le vieux village de Labadi s'est aujourd'hui rattaché au tissu urbain mais il garde sa personnalité. Entre Christiansborg et Labadi on voit apparaître sur la mission de 1969 :

- . la cité d'urgence de South Labadi construite après 39,
- . les lotissements de Labone de part et d'autre du ringway.

On observerait sans doute aujourd'hui une très forte densification du quartier Osu et un étalement de Labadi vers le north Labone estate et vers le parc des expositions à l'est.

d) Les noyaux peuplés inclus dans le périmètre de 1951

Il s'agit d'un vaste quartier de résidence populaire Nima-Lagos Town et d'un quartier de résidence très aisée Cantonnements-Airport residential area, les deux ensembles étant séparés par un "cordon sanitaire" (emprises militaires).

Accra new-town ou Lagos town est qualifié par ROUCH de nouveau quartier de résidence africaine. Il y a aujourd'hui une opposition nette entre le sud où dominent les lotissements assez aisés, le quartier situé au nord du cinéma Royal de part et d'autre de New Town Road évoquant par endroit le bidonville de Nima et enfin, plus au nord encore, Kotobabi, quartier difficile d'accès et d'apparence très rurale. Dans l'ensemble, ce qui frappe à Accra New Town, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'un ensemble résidentiel. On a là une vraie ville, particulièrement animée après 17 heures et fourmillant d'échopes d'artisans et de boutiques en tous genres. C'est d'une certaine manière une ville autonome par rapport au centre historique.

Nima-Ruga est aujourd'hui un énorme bidonville intra-urbain ; c'était il y a un demi-siècle, une zone de villégiature champêtre, ce fut entre temps le "quartier des

voleurs" pour Nima et le quartier des bergers Peuls pour Ruga. Voici la description que donne aujourd'hui de Nima un journal d'Accra : "Nima est le plus insalubre des bidonvilles d'Accra ; pas plus de 40 ou 45 personnes sur 1 000 habitants ont une maison en torchis recouverte de tôle. On y appelle rues des passages sombres de moins d'un yard de large (1 yard = 0,914m)" (The Spectator, janvier 1973).

Il est intéressant de tracer brièvement l'évolution de ce bidonville : En 1931 une famille Ga obtient le droit de s'établir sur le site actuel de Nima ; ce droit est accordé par un marchand de bétail peul qui avait obtenu la concession des terres ; lui-même vit d'ailleurs en ville mais il encourage vivement ses parents et ses dépendants à s'installer sur les collines agréables de Nima. L'affaire va assez rapidement devenir "juteuse" :

. Nima attire une population nombreuse de gens fournissant des services à la base militaire et au quartier de résidence européenne voisins (cuisiniers, jardiniers, prostituées...). Pendant la seconde guerre mondiale les troupes américaines installées dans les "cantonements" accélèrent le processus et, après la guerre, les troupes africaines démobilisées (il s'agit de population des Northern-Territories) acquièrent des terrains et construisent des maisons à Nima.

. Entre 1954 et 1965, le boom économique lié à la politique de N'Krumah accélère encore le développement de Nima.

Le marchand de bétail peul n'a pas attendu ce boom pour lotir Nima (lots d'environ 650 m²). Certains acquièrent plus de cinq lots et, si au départ la construction fut de type rural, très vite, la spéculation aidant, on se mit à occuper le moindre mètre carré en utilisant les matériaux les plus hétéroclites.

manque page

127

et A-37

du ringway sous N'Krumah est la dernière grande initiative en matière d'urbanisme.

e) Les extensions récentes

La ville progresse aujourd'hui en tache d'huile vers l'ouest et vers le nord.

Au nord, on retiendra la construction de lotissements comme Dzorwulu Residential Area destinée à une petite bourgeoisie assez peu fortunée. On retiendra surtout la grande extension autour du village d'Abékan situé à près de 10 km du centre vers Achimota. En arrière d'un quartier de résidence aisée (Tésano) s'est développée une zone d'habitation assez dense où l'on trouve à la fois des maisons de type rural, des constructions de belle apparence pour la location souvent construites par des habitants du centre (étrangers ou autochtones) ayant réussi et, tout le dégradé allant du petit lotissement en dur pour travailleur salarié à plein temps à l'abri précaire.

On retrouve ce paysage urbain à l'Ouest, le quartier Abékan étant d'ailleurs maintenant pratiquement jointif avec les quartiers de Bubiashie, Darkuma, Odorkor, Russia, Sukula, Mataheko, Town Council Line, etc... Les limites de la ville sont aujourd'hui repoussées à beaucoup plus de 10 km du centre.

Au nord, les villages très anglais d'Achimota et de Legon (Université) sont protégés par une petite forêt classée.

DEUXIEME PARTIE : UN DEVELOPPEMENT SANS CROISSANCE A
L'INFLATION GALOPANTE

A - L'évolution économique depuis vingt ans

Elle est évidemment marquée par l'opposition entre la période N'Krumah et la période après N'Krumah.

a) 1957-1966 socialisme et panafricanisme révolutionnaire

Surmontant les dissensions ethniques, le Convention People Party de N'Krumah prit après les émeutes d'Accra de 1948 tous les aspects d'un parti de classe :

- . contrôle de l'économie
- . politique sociale et ample politique d'infrastructure
- . destruction des privilèges des propriétaires, des lettrés et des chefs.

Abandonnant l'espoir de voir "les capitalistes de la classe moyenne faire le travail", N'Krumah promulgue en 1962 un plan de sept ans :

- . rachat des mines d'or
- . élimination des Libanais et des Indo-Pakistanaïs du commerce de détail
- . création de grandes fermes d'Etat
- . l'objectif essentiel est la promotion d'un secteur industriel de base.

L'échec d'un programme aussi grandiose devait entraîner la chute du régime. Pourquoi ?

L'étude de NASEEM AHMAD (x) montre assez bien comment une forte progression de l'investissement s'accompagna d'un

(x) Bibliographie.

déclin de la croissance économique et du revenu par tête ;
il avance cinq raisons :

1ère raison : l'étude de la structure des investissements montre à quel point dominaient les investissements "sociaux" improductifs.

Distribution du capital fixe (en %)

Source : Economic Survey 1967

	58-59	60-61	62-63	64-65
Construction-logement	71	65	72	68
Transport	12	18	11	13
Machines, autres équip.	17	17	17	19

On notera l'écrasante domination du secteur "construction" (surtout destinée à la résidence).

2ème raison : Insuffisante stimulation des investissements privés pour rentabiliser les investissements publics d'intérêt général pourtant très lourds (150 millions de cédis en 65) (±).

3ème raison : Les grands projets d'Etat (en particulier dans le domaine industriel se révèlent souvent inadaptés (Tema Steel Corp., Marble Worka Corp. ...). Aucune des 20 manufactures d'Etat fonctionnant en 1964 ne tournait à pleine capacité (10 seulement à plus de 50%, 3 à moins de 10%).

4ème raison : Enorme afflux de main-d'oeuvre sans qualification mais grave pénurie de main-d'oeuvre qualifiée.

(±) Le cedi est la monnaie officielle. 1 Livre ghanéenne = 2 cédis.

5ème raison : Hyper-centralisation ; le robinet du crédit est fermé pour tout ce qui n'est pas entreprises d'Etat.

Le résultat est un extraordinaire gonflement de la dette publique qui, négligeable en 1960, passe à plus de 60% du PIB en 1967 (dont près de 30% à l'extérieur).

b) 1966-1967 C'est le retour au libéralisme pro-occidental, l'abandon de la politique d'industrialisation et un relatif coup d'arrêt aux investissements publics (lesquels retombent à 92 millions de cédis en 1967).

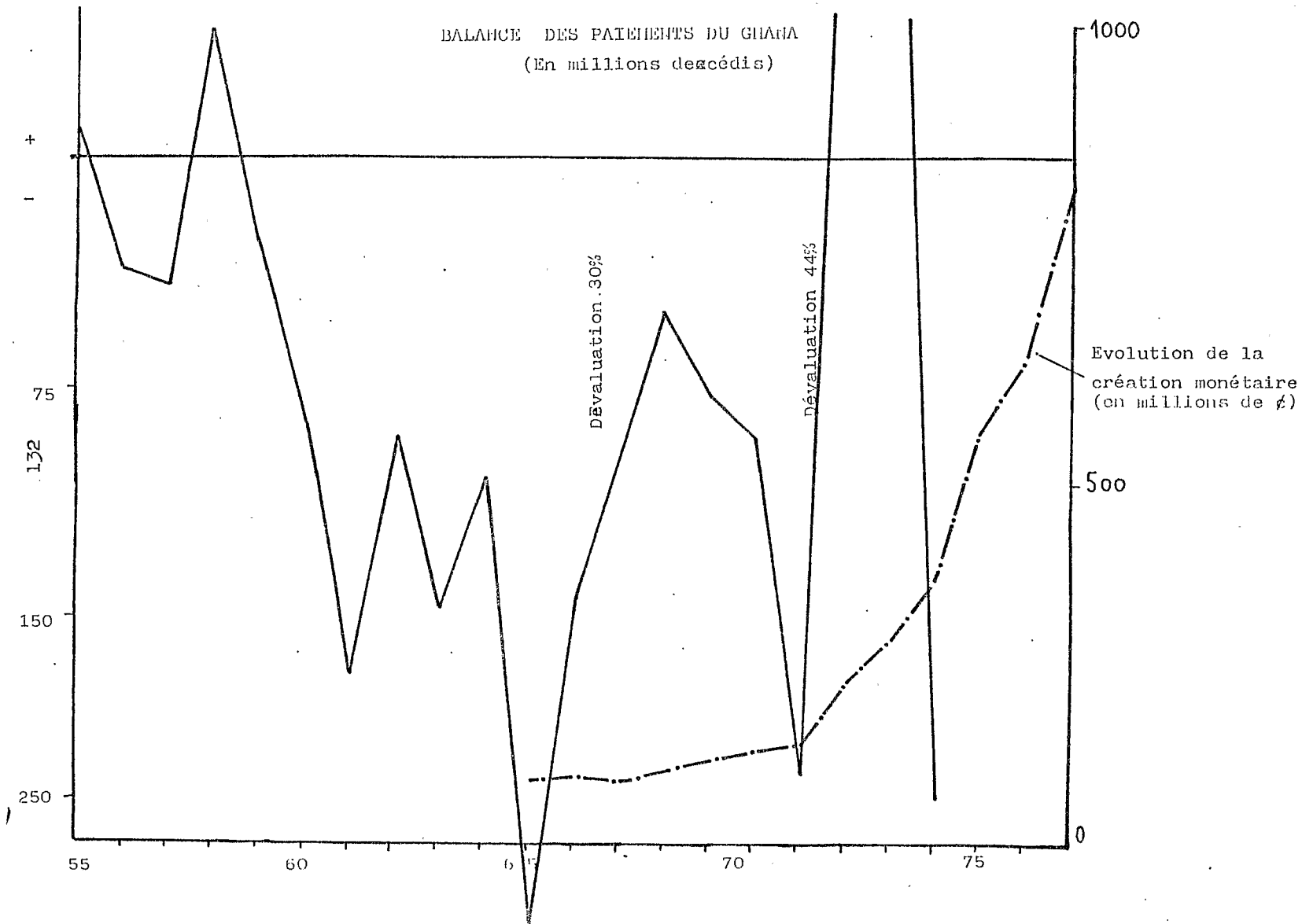
Dans un premier temps (1966-69) les militaires sont chargés de "faire le ménage" et l'on voit les Américains réoccuper tous les "créneaux" qu'ils avaient perdus au Ghana (Firestone, Valco, etc...) ; en contrepartie le FMI se montre généreux (70 millions de dollars en 67) et les Allemands accordent une aide de 3,6 millions de livres (67).

Dans un deuxième temps (1969-71) les civils revenus au pouvoir se trouvent confrontés à une très grave crise économique ; entre 1969 et fin 71 les cours du cacao (60 à 70% des exportations) tombent de 482 livres/tonne à moins de 200.

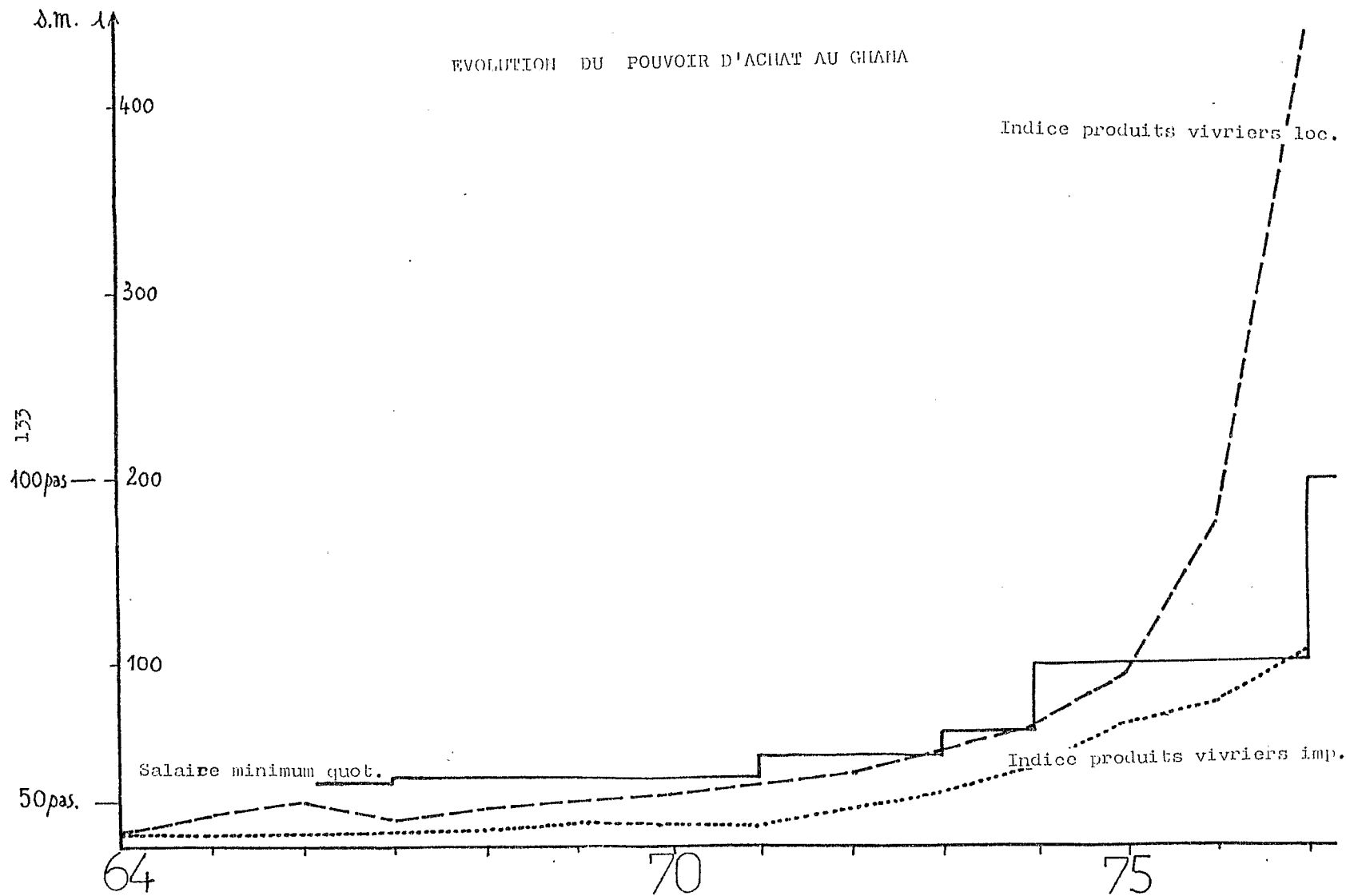
Dans un troisième temps (71-78), les militaires ne reviennent à un semblant d'équilibre budgétaire qu'en proclamant irrecevable un tiers de la dette contractée au temps de N'Krumah (passif de 500 millions de livres en février 66). Ils lancent, par ailleurs, une "opération auto-subsistance" :

- . blocage des prix à la consommation
- . contrôle strict des importations de "produits de luxe"
- . mise en place d'un Office des prix et des revenus
- . augmentation des salaires de 5 à 20% en 1974.

BALANCE DES PAIEMENTS DU GHANA (En millions de cédés)



EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT AU GHANA



Cette politique ne suffit pas, pas plus que les quatre ou cinq dévaluations en dix ans. Le graphique n° 2 fait apparaître un envol des prix à partir de 1975. La publication de E. OTI BOATENG (≡) essaie de dégager les causes de ce processus inflationniste.

C'est manifestement le prix des produits alimentaires d'origine locale qui constitue la cause principale de la flambée des prix entre 1970 et 1976. L'auteur met en cause les pratiques spéculatives des commerçants de détail ("les mamies") et accuse ceux qui vendent leur cacao hors des frontières dans les pays francophones voisins (de 15 à 20% de la production). Il avance surtout cinq séries de causes :

a) Le déficit budgétaire persistant malgré la coupe sombre dans les investissements publics.

b) Le très lourd déficit de la balance des paiements (malgré l'annulation d'un tiers de la dette par le gouvernement Achéampong). Observons que toutes les taxes sur les biens importés n'ont pas beaucoup d'effets, sinon d'alourdir la facture de pétrole, produit dont le Ghana est un très gros consommateur (la facture est passée de 26 millions de dollars en 72 à 200 millions de dollars en 74). Confronté à la chute des cours du cacao, ce gonflement du prix du pétrole constitue un handicap très lourd et les dévaluations successives sont loin de suffire à garantir l'équilibre.

c) Pour tenter de combler le déficit budgétaire, le gouvernement a tendance à tirer abusivement sur la planche à billets.

d) Les salaires et gages ont été multipliés par 5,7 et 1957 à 1967 sans gains de productivités correspondants (rappelons que pendant la même période les prix ont été multipliés par 9).

e) Très bas niveau de productivité de l'agriculture (la production/tête a chuté de 8% entre 65 et 75 ...) ce qui provoque un gonflement des importations de produits vivriers (le coût de ces importations a été multiplié par 4 entre 65 et 74 et représente à peu près 15% du total des importations). Les grandes villes connaissent une très grave crise d'approvisionnement.

La connaissance de ces différents éléments nous paraît indispensable pour comprendre le jeu des acteurs sociaux dans une capitale de l'importance d'Accra.

B - Les secteurs d'activité en ville

a) Salariés et travailleurs indépendants

Le taux d'occupation de la population en âge de travailler est assez élevé à Accra (75% contre 51% à Yaoundé par exemple) mais le taux de chômage officiel en pourcentage de la population active dépasse tout de même 10% (10,5). D'après l'enquête réalisée par le BIT en 1973, l'artisanat de production et de service employait 17 personnes sur 100 à Accra (soit entre 12 et 13 000 personnes) ; le tiers des artisans de production et le quart des artisans de service étaient des travailleurs indépendants. 72,6% des travailleurs non salariés étaient des apprentis et l'on comptait environ 1 apprenti pour 2,2 patrons. Rappelons pour mémoire qu'une enquête de 1953 (Accra Family Survey) établissait que 49% des personnes occupant un emploi à plein temps étaient des travailleurs indépendants (soit environ 42 000 personnes). La définition du travailleur indépendant n'est manifestement pas la même dans les deux enquêtes.

b) Administration et services publics

Le gouvernement et la municipalité étaient en 1954 les deux plus gros employeurs de la ville (avant même la mise

en oeuvre de la politique de N'Krumah) : un peu moins de 17 000 personnes y travaillaient.

c) Le commerce

En 1954 la UAC était le troisième employeur de la ville avec 3 000 emplois (mais cette entreprise est également engagée dans des activités de type industriel). On trouve évidemment à Accra les compagnies de commerce habituelles comme la SCOA mais aussi des maisons héritières des grandes sociétés d'Etat (Kingsway, UTC, GNTC...).

Entre ces grandes maisons et le petit commerce tenu par les femmes (plus de 16 000 il y a une trentaine d'années), tous les degrés de concentration sont représentés à Accra, depuis le "tablier" jusqu'à la vaste boutique spécialisée aux mains d'un ghanéen ou d'un indo-pakistanaï. On ne dispose malheureusement pas d'enquête récente sur ces activités commerciales. Ce que l'on sait, par contre, c'est que l'inflation a largement contribué à pervertir les pratiques commerciales :

- . développement de "chit system" (sans même l'avoir eue entre les mains on vend une marchandise plusieurs fois à des acheteurs différents).

- . développement de la contrebande largement dominée par les "mamies".

- . thésaurisation et apparition d'un type de commerçant, le "Kalabule" spécialisé dans la spéculation tous azimuts ...

Dans le même temps, il est vrai, l'inflation a été un puissant facteur de développement des activités commerciales.

Une capitale comme Accra offre également une gamme très large de services "rares" : hôpitaux (trois grands hôpitaux et une multitude de petites cliniques privées), banques (une dizaine de succursales de banques nationales et internationales),

grands hôtels-restaurants (une vingtaine d'établissements de luxe). Enfin, à Accra se sont ouvertes pas moins de 53 missions diplomatiques et, après le retour dans le giron occidental, la ville a compté jusqu'à 300 "experts" américains (ambassade, USAID, FMI, etc...).

d) Industrie et transports

Alors qu'en 1948 on comptait 16% de la population urbaine (dans l'industrie près de 22 000 personnes), le chiffre était passé à 23% en 1960 (92 000)(+). D'après l'enquête réalisée par le BIT en 1973 le secteur industriel ne représentait pourtant que 12% du PNB. Ces chiffres globaux sont en fait trompeurs ; l'enquête nationale de 1962 montre que sur 92 095 établissements recensés, 14 seulement employaient plus de 500 salariés et 1% (920 environ) employaient plus de 6 salariés. Dans le secteur dit informel consacré à la production, on ne trouve guère pourtant que 5,6% de la population active non-agricole d'Accra ; les secteurs qui dominent sont dans l'ordre l'habillement, le travail du bois, le travail des métaux et la réparation automobile, l'appareillage électrique, etc...

On peut établir la liste suivante d'entreprises industrielles importantes :

TEMA	ACCRA
Black Star Tobacco	Brasserie Star
Deux usines de cotonnades	Glamour Garment (confection)
Cimenterie	CFC
UAC (Japan motors (montage)	Stable Marble Corp.
Aciérie (fondée en 64)	Briquetterie
Ghana Aluminium Products	Usine pharmaceutique de
Kayser Aluminium	Kwabanya sur la route
Valco (société américaine)	de Takoradi (49% USA)
Ghana Petroleum Cy (63)	
Gammalin 20 (Imp. Chemic. Ind. (pesticides)	
State Paints Corp. (61).	

Nous ne disposons malheureusement pas de chiffres sur les effectifs de ces différents établissements ; ce que l'on peut dire, c'est que la plupart d'entre eux ont été créés sous la présidence de N'Krumah. On observe depuis 1966 (c'est certainement une des conséquences de l'aggravation de l'inflation) un net déclin des investissements à long terme dans les secteurs productifs. L'Office de Promotion des Entreprises (qui deviendra par la suite la Commission pour le Développement des Entreprises Ghanéennes (CDEG) a été créé en 1970 pour favoriser la catégories des petits entrepreneurs ; L'Office a d'abord distribué de petits prêts (en particulier pour la reprise d'entreprises appartenant à des étrangers après l'expulsion de ces derniers en 1969) ; en 1978 5 000 prêts avaient été consentis mais l'on s'orientait vers de gros prêts (de 1 000 à 5 000 cedis).

TROISIEME PARTIE : QUELQUES INFORMATIONS SUR LE JEU DES ACTEURS SOCIAUX

A - Trois acteurs principaux

On retrouve évidemment à Accra comme dans toutes les grandes capitales africaines trois acteurs principaux :

a) Les travailleurs "intellectuels" (enseignants, imprimerie-journaux ...) auxquels on peut associer la catégorie moyenne et supérieure des bureaucrates (secteur privé, secteur public). Cette couche se définit évidemment par un certain niveau de revenu, un habitat particulier (des cités composées de maisons toutes identiques réparties le long de rues rectilignes ou de petits immeubles type HLM ex. : Labone et Osu Estate, Mamprobi...).

b) Une bourgeoisie autochtone ayant pris possession du monde des Européens :

- dans l'habitat : Cantonments, Airport Residential Area...

- dans le costume et, pour les femmes, dans le maquillage, le port de perruques très sophistiquées...

- dans les habitudes de vie : clubs (Accra Club, Rodger Club, Syrian Club, International, Ghana Club ...), golfe d'Achimota et de Téma, tennis privés, etc...

c) La masse des citadins qui se différencie de la première catégorie, non seulement par des revenus moins élevés et des habitations de qualité moindre mais aussi par une moindre implication dans la vie publique.

De la part du pouvoir, on note évidemment un effort sensible pour séparer les travailleurs "intellectuels" de la masse des citadins.

On observe également un processus essentiel expliquant la survie de la grande masse des citadins : il s'agit de la redistribution interne à la ville de la masse monétaire reçue sous forme de salaires par quelques uns (solidarités familiales, microcommerce). Mais ces formes de redistribution de la misère empêchent la grande masse des travailleurs salariés et les bureaucrates de rang subalterne de devenir la base d'une véritable bourgeoisie. Pour parvenir à ce résultat, une seule solution : casser les solidarités et enfermer le salarié dans son ménage (achat d'une maison par exemple). Mais ce faisant, on rejette de larges couches de la population (celles qui profitent de la redistribution) hors de tout revenu monétaire d'où risques de tensions graves.

L'inflation intervient également dans le jeu des acteurs sociaux.

- Constitution d'un groupe de trafiquants dominé par les dignitaires administratifs, les politiciens et les gros commerçants : l'inflation à l'origine de sur-profits substantiels.

- La masse des bureaucrates voient leur pouvoir d'achat plus ou moins maintenu et se trouvent donc partagés entre les solidarités familiales, le jeu de redistribution de la misère et la fonction de soutien du pouvoir politique qui leur garantit leur pouvoir d'achat.

- Chute du pouvoir d'achat des masses qui subissent donc une ponction au profit des deux premières catégories.

La dévaluation massive, parade habituelle contre l'inflation a, si elle s'accompagne d'une libération des importations, un effet immédiat : la liquidation de la catégorie des trafiquants. Mais cette politique élimine aussi les entreprises autochtones et restituent aux grandes sociétés le contrôle du marché urbain. Il faudrait interpréter en termes de classes le renversement de politique économique qui accompagne la chute de N'Krumah et les réductions du taux de la dévaluation du cédé décidées par les militaires immédiatement après la chute de Busia en 1971.

Si tous les éléments que nous venons de passer en revue concernent en gros toutes les grandes métropoles africaines, Accra se distingue par plusieurs caractéristiques.

B - Une classe politique particulièrement nombreuse et active

Il faut distinguer entre :

- une bourgeoisie administrative où dominent les Evés
- une bourgeoisie terrienne ayant essentiellement tiré sa fortune du cacao.

Ces deux couches constituent une des bourgeoisies les plus opulentes et les plus remuantes d'Afrique, unie par de multiples liens d'affaires et de famille. Face au charisme encombrant de N'Krumah comme face au règne des militaires (règne du "mismanagement", mise en cause des "libertés démocratiques"), cette bourgeoisie mise sur la touche fait

cause commune avec :

- la catégorie des travailleurs "intellectuels" que l'ancien président Acheampong qualifiait d'"intellectuels arrogants, agents de la subversion". Cette couche est incontestablement dominée par la toute puissante "Association du barreau ghanéen" (environ 1 000 avocats) entraînant les professeurs et les étudiants (grèves répétées et longues à l'Université de Legon en 77-78) mais aussi les ingénieurs, les médecins, les banquiers, les comptables, les contre-maîtres eux aussi organisés en puissantes associations professionnelles. Tous ces gens sont organisés dans un parti plus ou moins clandestin, le "People Popular Party" dirigé par un ancien magistrat et disposent d'une presse particulièrement virulente : "le Spokesman", "le Legon Observer"...

Contre Busia qui avait prétendu geler leurs avoirs bancaires et contre les régimes militaires, le Trade Union Congress (qui regroupe 17 des 21 syndicats ghanéens) fait cause commune avec cette opposition "intellectuelle". Dans la ville d'Accra les syndicats les plus forts sont le syndicat des dockers et celui des employés de banque (hors de la ville il faut aussi citer celui des mineurs).

C - Le poids des étrangers et le phénomène de "super-tribalisation"

L'enquête de 1953-55 (ROUCH) donnait une idée de l'importance des étrangers à Accra :

90 000 étrangers dans les travaux publics et sur les installations portuaires.

16% d'émigrants dans les maisons de commerce, les Mossi dominant à l'UTC et les Zabrama à l'UAC ...

98% des manoeuvres d'entretien des services municipaux (surtout des Losso et des Zabrama).

40% de ressortissants de pays francophones dans la police (Mossi).

Même si l'on peut relever quelques réussites spectaculaires (un paysan Mossi devenu un des plus grands brasseurs d'affaires d'Accra, un Songhai remportant l'adjudication du bois pour la construction de l'Université de Legon, un bouvier Tahoua devenu entrepreneur de travaux publics) il faut bien dire que la plupart des travailleurs étrangers d'Accra sont sans qualification, vivent dans des conditions précaires et n'ont pratiquement aucun espoir de promotion économique au fil des années. J. ROUCH observait au début des années 50 :

- . un très fort "turn over" dans cette catégorie de travailleurs
- . un très faible intérêt pour l'action syndicale
- . une "grande fidélité à l'histoire" et une "super-tribalisation" des émigrants assez compréhensible lorsque l'on sait comment se structurent les groupes (coexistence dans une même pièce, groupes de voyage, communautés de travail). On retrouve à Accra, intactes sinon plus violentes, les anciennes querelles du village, les vieilles rivalités de cantons, les mépris traditionnels des races les unes pour les autres. Vis-à-vis du ghanéen, le migrant c'est d'abord les "french subject", le "bushman" et, en dehors du travail, les relations étranger-autochtone sont quasi-nulles. Auprès des autorités municipales, les étrangers étaient représentés par quelque chose comme 33 chefferies (notables liés entre eux par des relations hiérarchiques). Il existe pourtant des lieux particuliers de rencontre et l'on ne peut pas dire qu'entre autochtones et étrangers les champs de pratique sociale soient totalement disjoints.
- . En 1955 on comptait 8 cinémas. Il y en avait 15 en 1969 et certains d'entre eux sont toujours le lieu d'une très grande animation (Royal, Le Globe, Orion, Cinéma de Lagos Town...).

- . En 1956 la ville comptait 9 night clubs et 334 bars, restaurants et hôtels (nous renvoyons pour la prostitution à l'étude de J. ROUCH).
- . En 1956 il y avait à Accra 76 équipes de football.

En outre si ^{les}étrangers ^{sont}tenus à l'écart des événements 48-51, ils votent en masse pour N'Krumah en 1951, entrent nombreux dans les conseils locaux en 1952-1953.

Ce problème de super-tribalisation mériterait certainement d'être repris car des événements importants sont intervenus depuis 1950-55 (expulsion des étrangers en 69 mais aussi, avant cette date développement par N'Krumah de grandes entreprises où il n'y a pas dilution des rapports d'exploitation comme dans la petite entreprise, enfin, aggravation de l'inflation s'accompagnant d'un brusque coup d'arrêt aux investissements productifs et d'une terrible aggravation des conditions de vie en ville, à la fois pour les étrangers et pour les autochtones).

Les clivages ethniques ne jouent pas seulement dans les masses urbaines. La classe politique, mais aussi l'armée au pouvoir sont traversés par le vieux conflit entre Ashanti/Fanti d'une part et Evé d'autre part.

D - Où est localisée l'identité du conflit de classe ?

A ce niveau de l'analyse on ne peut malheureusement que poser la question, et fournir quelques directions de recherche :

- . dans la production : voir ce qu'est devenue l'infrastructure de production mise en place au temps de N'Krumah et s'interroger dans le cas d'Accra sur l'existence d'une "classe ouvrière concentrée sur les stratégies syndicales dont nous avons déjà dit un mot"

- . dans la consommation : observer à Accra les conséquences de la politique d'auto-suffisance et la création sur les marchés de phénomènes de rareté.

. dans la résidence, dans l'accès à l'espace urbain. Marché locatif, accès à la propriété, développement ou régression de l'habitat spontané ...

. dans la migration : survivances ou actualité de la super-tribalisation.

On ne peut manifestement pas, dans le cas d'une ville comme Accra, présenter le problème de l'affrontement entre bourgeoisie d'Etat et masses populaires d'une manière simple et il n'est pas évident que les analyses produites il y a plus de vingt ans soient toujours pertinentes en ce qui concerne la structuration de ces masses populaires. Il y a à cela une raison bien simple, même si ça n'est pas la seule : on est passé d'une ville de 190 000 habitants à une agglomération qui atteindra bientôt 1,5 millions d'habitants...

o o

o

BIBLIOGRAPHIE

- ROUCH J. Migrations au Ghana. Journal de la Société des Africanistes. Paris, 1956 (Enquêtes réalisées en 1953-55).
- MARGUERAT Y. Note sur l'urbanisation en Afrique Noire in : Rapport du groupe "villes africaines" de l'EHESS 1978-79 pp.17-24.
- MARGUERAT Y. La formation du réseau urbain au Ghana. Multig. Abidjan, ORSTOM 1975.
- BOATENG E.O. Inflation in Ghana. Problems and prospects. Univ. of Ghana, Legon 1978.
- NASSEEM A. Deficit financing, inflation and capital formation. The Ghanaian experience. 1960-65. Munich 1970.
- STEEL W.F. L'artisanat urbain au Ghana et au Cameroun : Structures et problèmes comparés. Colloque organisé les 7, 8, 9 et 10 mars par l'IEDES sur le thème : la petite production marchande en milieu urbain africain.
- DICKSON K.B. A historical Geography of Ghana. Cambridge Univ. Press 1969.
- PRITCHARD J.M. Africa. A. Study for Geography for advanced students. Longman London 1969.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
CADRE DE VIE
MISSION DE LA RECHERCHE URBAINE
70-74, rue de la Fédération 75015 Paris

Don Ducheyne

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN
SCIENCES SOCIALES
CENTRE D'ETUDES AFRICAINES
LABORATOIRE DE GEOGRAPHIE ET
SOCIOLOGIE AFRICAINES (L.A.94)
54, Bd Raspail 75006 PARIS

*lu en séance mi
deci au 3 ep
non on n'a pas*

CONVENTION DE RECHERCHE-ENSEIGNEMENT N° 79 31040

ENTRE LA D.U.P. (M.R.U.) et le CENTRE D'ETUDES AFRICAINES

"FORMATION ET DESTRUCTURATION DES FAMILLES EN MILIEU
URBAIN, FORMATION DES GROUPES EN VILLES"

RAPPORT D'ACTIVITES. 1978-1979

Membres du groupe : MM. GIBBAL J.M., Sociologue-Chargé de Recherches
CNRS
LE BRIS E., Géographe Chargé de Recherches
ORSTOM
MARIE A., Sociologue Assistant Paris V
MORICE A., Socio-Démographe Attaché de
Recherches CNRS
Mme OSMONT A., Sociologue Maître-Assistant
Paris VIII
M. SALEM G., Géographe EHESS

Conseillers Scientifiques :

M. BALANDIER G., Professeur à Paris V
M. SAUTTER G., Professeur à Paris I.

DIFFUSION INTERNE